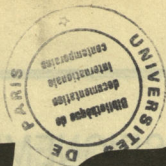


le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

1 AU 7 NOVEMBRE 1990

N° 800

10,00 F

EDUCATION NATIONALE

Ras-le-bol lycéen

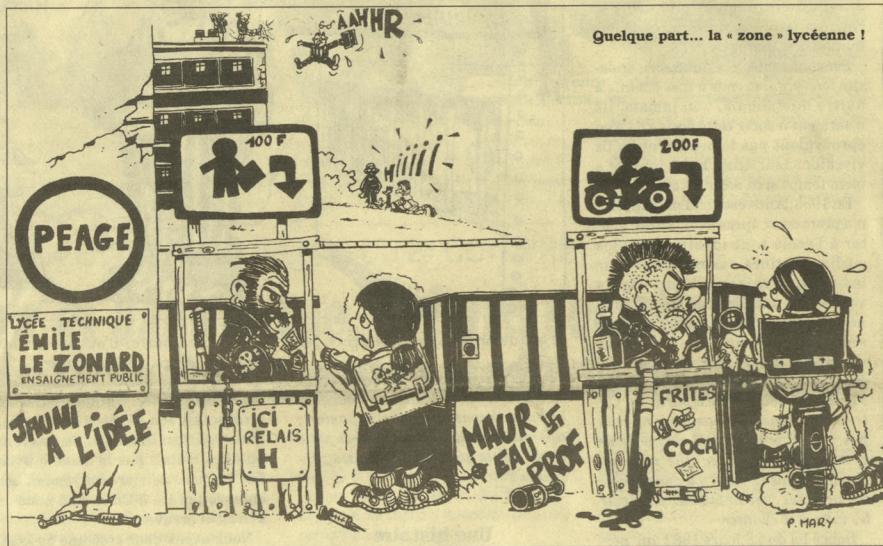
EDITORIAL

Spécial éducation :
de l'école buissonnière
au malaise des lycées
P. 2 et 3

PACIFISME

Le ministère de la Défense vient de décider de sanctionner les deux soldats qui avaient participé, en uniforme, à la manifestation unitaire contre la guerre du Golfe le samedi 20 octobre.

Refusant la logique de guerre, nous affirmons notre solidarité avec ces deux soldats, et exigeons du ministre de la Défense la levée immédiate des sanctions prises à leur égard.



PRESSE

« Politis » : histoire d'une longue arnaque

En janvier 1988 paraissait pour la première fois un petit hebdomadaire aux prétentions à la fois modestes et ambitieuses : *Politis*, fondé par une équipe de journalistes venus d'une gauche en rupture, désirant se démarquer du consensus socialo-centriste. Dans son projet initial, le journal s'affirmait « différent, sans parti, ni banquier ni médecin »... Le projet a séduit nombre de partisans d'un journal d'un journal indépendant. Lancé grâce à une souscription populaire (« Les lecteurs se payent un journal »), l'hebdomadaire commence sa carrière à 53 000 exemplaires.

Qu'est-ce donc un journal de rupture ? Les fondateurs du projet entendaient faire de *Politis* un journal d'informations et d'opinions, dénonçant sans concession les gouvernants de la France, qu'ils soient socialistes ou de droite. Or, les premiers tiraillements se font sentir au sein de l'équipe :

Bernard Langlois, ex-animateur de l'émission *Résistances* est devenu directeur de la publication presque par hasard : viré d'Antenne 2 par Charles Pasqua, il ne faisait pas partie des premiers initiateurs du projet, mais acceptait de mettre sa notoriété d'homme de gauche — acquise sans grand mérite — au service d'un hebdomadaire radical. D'abord très discret quant à la ligne politique du journal, il amorce peu à peu le recentrage de l'hebdomadaire : « *Politis* », laisse-t-il entendre, doit être le journal de la gauche, de toute la gauche et notamment sa force principale, le Parti socialiste... »

Chefs de cabinet et rédacteur en chef

Fureur de l'équipe fondatrice du journal, qui se retrouve tout simplement débarquée, six mois après la parution du journal, en novembre 1989. Les actionnaires, et en premier lieu les lecteurs censés exercer un droit de regard sur la ligne directrice de « leur » journal, ne sont évidemment pas consultés dans ce qui constitue un véritable limogeage, doublé d'un virage à 90° degrés.

Politis poursuit sa carrière sous la forme d'un piètre hebdomadaire mora-

liste, pontifiant, tout dévoué à la clique « tontonnière » revenue au pouvoir. Et pour cause ! Le journal a désormais comme rédacteur en chef Jean-Paul Besset, ex-membre du cabinet Fabius et ancien collaborateur d'Edgard Pisani... Insipide, ennuyeux, voire même littéralement crapuleux (les lecteurs se souviendront de l'abject dossier « Ils ont choisi la lutte armée », savant compromis, entre la délation et la désinformation), *Politis* continue à décliner. Des 53 000 exemplaires du lancement, les ventes sont passées en octobre à moins de 20 000...

En janvier 1989 : dépôt de bilan. Le journal est en principe condamné. Il subsiste néanmoins, grâce à un premier appel à souscription, mais aussi par de généreuses contributions de ministères payant des pages de publicité dont certaines ne paraîtront jamais. Les ventes de l'hebdomadaire, de plus en plus pontifiant, de plus en plus servile, continuent à s'effondrer.

Donnez, donnez aux assurances !

En octobre 1989, les ventes ont plongé à 13 000 exemplaires. Naufrage irréversible ? Non ! Bernard Langlois n'est-il pas l'ancien condisciple de Michel Rocard au PSU, dans les

années soixante-dix ? En février 1990, alors que le journal est au bord de l'asphyxie, la providence se présente sous la forme de la MACIF et de Spie-Bâtignoles — organismes philanthropiques s'il en est —, qui rachètent le journal : ils n'investissent pas moins de six millions de francs pour que survive le petit journal indépendant... Or, dans le même temps, Bernard Langlois lance un second appel à la souscription. Un appel pathétique, où les bonnes pommes de la gauche profonde sont priées de mettre la main au portemonnaie pour que vive « leur » journal, ce vrai journal de gauche sincère et généreux. Hélas ! les souscriptions affluent, et les colonnes de *Politis* se remplissent d'encouragements de lecteurs offrant 200 F sur leurs allocations chômage pour que vive l'hebdomadaire indépendant... La première décision de la première assemblée générale de la nouvelle formule sera évidemment de considérer toutes ces « actions » comme autant de dons. Aucun actionnaire n'a plus la moindre prérogative au sein du journal. Ainsi, les chômeurs en fin de droit, croyant aider un journal de gauche, auront offert du « fric » à des assureurs et à des rois du béton. La mauvaise farce tourne à l'escroquerie morale et matérielle.

(suite p. 5)

« Intolérable ! Inadmissibles attaques ! », Pierre Joxe n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier la demande de commission d'enquête — déposée par la droite — sur l'assassinat du pasteur Doucé. A croire que la vraie tragédie de l'affaire Doucé est d'avoir causé du chagrin à la police. On comprend effectivement l'indignation du ministre de l'Intérieur, soupçonnant l'opposition — et pas uniquement l'opposition — de vouloir remettre en cause les activités des Renseignements généraux : intimidation d'un témoin par des coups de feu dans sa porte, enlèvement, sans la moindre explication, d'un pasteur homosexuel retrouvé mort et vraisemblablement torturé, cambriolage dans les locaux de SOS racisme pour se procurer les fichiers de l'association... Les RG ont fait preuve ces temps-ci d'un incontestable dynamisme.

« Il n'y a pas de police politique en France, car la France est une démocratie », poursuivait Joxe sur sa lancée, dans une interview accordée au *Journal du dimanche*. Plus précisément, la France est une démocratie où il n'y a pas de police pour les hommes politiques. Dans une démocratie digne de ce nom, le ministre de l'Intérieur aurait sans doute été démissionné sur l'heure, si ces services s'étaient rendus coupables de cambriolage, d'intimidation et de meurtre. Il suffit apparemment à Joxe d'aboyer des insanités pour que les affaires rentrent dans l'ordre gouvernemental. Comme il a suffi à son collègue Nallet de vociférer contre des « intentions basement politiques » — et de suspendre l'inspecteur coupable d'enquête sur le financement du Parti socialiste — pour que l'affaire paraisse classée. Gageons que dans les prochaines semaines d'autres coups tordus, magouilles, trafics d'influences et provocations diverses auront fait oublier ces menus incidents... Nous leur faisons confiance.

Spécial avortement
P. 4

Interview de Léo Ferré
P. 7

Les dessins de la semaine
P. 8

T 2137 - 800 - 10.00 F



F°P. 2520

ENSEIGNEMENT

« Les Enfants d'abord »... ou l'école buissonnière

J'ai préféré à un article de fond un témoignage, plus proche de notre expérience quotidienne. J'aurais pu approfondir le problème des réseaux du savoir, mais je n'ose pas car nous en sommes aux prémices. J'aurais pu dire aussi que face à l'institution, nous opposons une autre institution, mais il est vrai que je considère que l'amour existant entre

plusieurs personnes, même si c'est dans le cadre de la sacro-sainte famille, annule son côté institutionnel. J'aurais pu dire que certains d'entre nous rêvent avant tout d'une école différente. Steiner, Montessori, Freinet, Neill ou d'autres, mais ça ne serait pas tout à fait exact.

J'ai fait l'école buissonnière, souvent, petits voyages en douce dans ce qui me restait de marge de liberté. Je rêvais dans les jardins publics. Je pédalais de longues heures sur mon mini vélo blanc. Je déclamais des poèmes aux oiseaux. Je lisais, couchée dans l'herbe. Je faisais mes devoirs scolaires, et sur mon carnet de correspondance, sur mes mots d'excuse, j'invoquais des raisons plus prosaïques à mes absences parentales : « Mardi 6, mal aux dents ; jeudi après-midi, fièvre ; lundi 19, crise de foie... » Je passais pour un enfant fragile... Biaiser pour gagner quelques heures de solitude loin de la collectivité socialisante et obligatoire, loin des règlements absurdes, des contrôles en tous genres, pour éviter l'ennui des rabâchages inutiles, de la norme grise et terne, du quotidien imposé, des petites bassesses minables : les bons points, les livres d'images, les fleurs à la maîtresse, le doigt levé des pipis refoulés...

J'étais une bonne élève. Je savais que « paillason » s'écrit avec deux « s » et que « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France ». J'étais de celles qui recevaient le petit écuireuil tirelire en plastique de la Caisse d'Épargne, qui sensibilisait les premiers de la classe à l'économie et devait nous donner le goût de l'épargne.

J'étais aussi de celles qui, grâce à l'école, ont découvert qu'il ne fait pas bon être étranger : j'apprenais avec stupeur que je venais manger le pain des Français ; je portais de longues nattes brunes qu'on tirait à

l'envie en chantant *Juanita Banana*, grand succès de ces délicieuses années soixante.

J'ai franchi toutes les étapes, du saut de haies jusqu'à la terminale, prouvant que l'intégration passe par l'école et que « Liberté, Égalité, Fraternité » ne sont pas de vains mots. Et pendant que s'ouvrait pour moi la voie royale du lycée, mes frères, mes voisins, les enfants de mon quartier qui n'avaient pas eu la chance d'être parmi les « élus », semi-analphabètes pour la plupart, accédaient péniblement au droit à l'apprentissage et aux Centres de formation des apprentis (CFA)...

Pendant toutes ces années de scolarité forcée, j'ai promis à mes enfants à naître que jamais, non jamais, ils n'auraient à subir cette école s'ils n'en éprouvaient pas le besoin, et qu'ils vivraient leur école buissonnière à plein temps si ce désir les effleurait.

En 1985, Alice est venu me rappeler ma promesse ; après avoir désiré goûter à l'école tant idéalisée par les médias destinés aux enfants et par les adultes raisonnables, elle l'a vomie avec une violence peu commune : cauchemars hurlés et refus de s'alimenter au bout d'une semaine de maternelle ! Je dois l'avouer, j'ai ri, ri de bonheur lorsqu'elle m'a expliqué : « L'école est obligatoire à partir du CP (rumeur, rumeur) et comme je ne veux pas y aller, je ne mange plus pour ne plus grandir. Parce que tu sais, maman, dans la vie il y a deux choses importantes : savoir loucher pour voir les lutins, et chanter. »

Douce loi du 28 mars 1882 qui permettait à ma tendre enfant d'éviter



ce que désormais elle appelait la « prison ». Parfois, lorsqu'elle est triste et se sent seule, elle demande : « Pourquoi les enfants sont-ils enfermés maman ; il n'ont rien fait de mal ; c'est juste parce qu'ils gênent les grandes personnes ? »

Une histoire

On n'est jamais libre tout seul, on s'enferme dans une autre prison du nom de solitude, alors au lieu de devenir un parent d'élève qui change l'école de l'intérieur (douce utopie, chacun porte sa croix...) je devins plus égoïstement parent d'Alice qui

voulait rencontrer d'autres enfants pour jouer, rire, vivre ses rêves.

J'avais lu un livre : *Insoumission à l'école obligatoire*. Catherine Backer y racontait son expérience et celles d'autres familles ; nous savions qu'Alice n'était pas la seule à avoir fait le choix de vivre autrement son enfance ; grâce à Catherine nous en avions la preuve.

Nous avons donc créé une association loi 1901 « Les Enfants d'abord » (1) pour que tous les enfants, pratiquant ce que la loi appelle l'instruction parentale, puissent se rencontrer et rompre leur isolement.

C'était en août 1988, aujourd'hui nous sommes près de 200 familles regroupées à nous servir de l'article 4

de la loi du 28 mars 1882 : « l'instruction primaire est obligatoire ; elle peut être donnée soit dans les établissements d'instruction primaire et secondaire... soit dans les familles par le père de famille lui-même ou par toute autre personne de son choix... » Attention, l'histoire que je viens de raconter n'engage que ma famille ; chacune des 200 familles précitées a une histoire différente à raconter, et c'est heureux !

Dolorès

(association « Les Enfants d'abord »)

(1) Pour se renseigner et lire notre bulletin d'informations écrivez à : Les Enfants d'abord », Mas du Grand Pan-Gimeaux, 13200 Arles. Tél. : (16) 90.49.91.45.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

BILLET D'HUMEUR

A propos de la crise lycéenne

Ceux qui pensaient que notre grandiose système éducatif constituait un problème à la mesure de notre gouvernement, voire même une priorité nationale pour ces quelques années à venir, se sont trompés. En nommant un superflic par département (officier de paix [sic] chargé de manier la langue de bois à défaut de la matraque, Jospin, Joxe et consorts viennent courageusement de prouver le contraire. L'objectif est simple :

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

éviter de secouer le bâton merdeux des « gouvernementeux ». Les moyens sont rustiques et sans surprise : il est urgent d'enterrer l'affaire et d'attendre.

Et pourtant... Lorsque les dirigeants socialistes vont désherber leur potager, se contentent-ils de couper les feuilles les plus visibles. Plus que jamais, il est temps de s'attaquer aux causes et non plus de gommer, de façon illusoire, les conséquences des multiples problèmes. Malheureusement, le système éducatif met en échec et mat le gouvernement socialiste — ainsi que les autres... (cf les manifestations étudiantes de décembre 1986).

En effet, comment faire un système éducatif juste, et égalitaire quand celui-ci est conçu pour produire l'injustice, l'inégalité, et globalement pour trier le riche du pauvre ?

Comment parler d'égalité des chances, quand celle-ci est au service de l'inégalité qu'elle génère ? La saine compétition stimule la vie sociale, répondent certains. Les anarchistes pensent au contraire que le véritable moteur de la société serait plutôt l'entraide entre égaux.

Un système éducatif qui s'échine à sortir une « tête » pour quatre « poires » est fatalement moins efficace que celui qui permettrait à tous d'user de leurs bras et de leurs têtes. Apprendre et comprendre, chacun à son rythme, pour le bien-être de chacun et de tous : voilà le véritable objet de notre éducation.

Au-delà des problèmes de gommes et de crayons, qui sont jusqu'alors éludés, chaque société a finalement l'éducation qu'elle mérite.

Sébastien Chériar

INTERVIEW D'UN LYCEEN

L'Education nationale est malade de ses lycées

Mathieu est élève en première B, au lycée de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis. Il nous raconte sa grève.

Le Monde Libertaire : Au début, c'était pourquoi ?

Mathieu : Le lycée de Saint-Ouen a été le premier à bouger, suite au viol de l'une des élèves.

ML : La situation était à ce point détestable ?

Mathieu : Oui, même si les agressions, les *rackets* ne visent qu'une minorité. A partir de là, d'autres lycées du département ont évoqué leur « galère » : Paul-Eluard à Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers... Cela remonte maintenant à plus de trois semaines.

ML : Est-ce que, dès l'origine, les organisations de jeunesse : JC, FIDL (1)... étaient présentes ?

Mathieu : En Seine-Saint-Denis, évidemment, les Jeunesses communistes, n'ont pas été absentes... Mais le refus du politique a été dominant.

ML : Comment expliques-tu l'extension de votre mécontentement ?

Mathieu : Les médias ont joué un rôle non négligeable. Un rôle, souvent, à double tranchant. La banlieue, le mal-

vivre, un peu de racisme... tous les ingrédients pour faire sensation.

Mathieu : Pour l'instant, oui, il faut le reconnaître. A Saint-Ouen, nos pro-

enseigner... locaux délabrés, manque de profs, de pions...

fermer les portes. Tous les profs ne sont pas dans le coup. Il est difficile souvent d'organiser des AG. Quand c'est possible, c'est que les profs sont avec nous.

ML : Comment vous organisez-vous ?

Mathieu : On fonctionne avec les délégués. On passe dans les classes. On tente des AG dans les cours (de récré !)... Pour la réunion de la coordination régionale à Jussieu, qui s'est tenue le vendredi 26 octobre, à Paris, on a envoyé pour Saint-Ouen deux copains.

ML : Aucun d'entre vous, vraiment, ne s'interroge sur la fonction de l'école, aujourd'hui ? Car, on ne peut pas affirmer que l'enseignement soit égalitaire !

Mathieu : C'est vrai, les inégalités ne sont pas encore dans nos priorités. On vit comme une chance d'être encore au lycée, alors que d'autres sont déjà à la rue. On a envie de bosser dans de bonnes conditions. On n'a pas encore eu trop le temps d'en parler ensemble. Mais si le mouvement se poursuit, comme c'est décidé, après les vacances de la Toussaint, ces problèmes vont être abordés. Nous commençons seulement à avoir des contacts entre les lycées.

Propos recueillis par
Alain Dervin

(1) FIDL : Fédération indépendante et démocratique lycéenne (proche du PS).



Nous avons appris qu'à Paris, aussi, un viol avait été commis dans un lycée catholique. Mais, personne alors n'en a parlé.

ML : Vos revendications se limitent-elles exclusivement aux thèmes sécuritaires ?

blèmes de locaux sont réglés : le « bahut » est neuf. Ce n'est pas le cas ailleurs. Saint-Ouen, c'est aussi 1 000 lycéens. Paul-Eluard 2 400, Bondy ou Montreuil 4 000. Ce sont de véritables « usines à

ML : C'est facile de faire grève, d'aller aux manifs ?

Mathieu : Pas toujours. Très peu d'entre nous, à Saint-Ouen, ont pu aller à la première manif. Le proviseur avait fait

MANIFESTATION LYCEENNE DU 24 OCTOBRE

Au pouvoir et dans la rue, le Parti socialiste bétonne, des deux bouts, le mur lézardé du consensus

LE 24 octobre, pour la énième fois en quinze jours, les lycéens sont descendus dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol des mauvaises conditions de vie et de travail dans les lycées. Venus pour la plupart des « bahuts » de la banlieue, 8 000 à 10 000 manifestants ont défilé sur les grandes artères entre la place Denfert-Rochereau et les abords de l'Assemblée nationale. C'est au pas de charge, sous un ciel gris et pour finir pluvieux, que s'est ébranlé un long cortège bon enfant paré de dizaines de banderoles revendicatives ; ceci, malgré une légère escarmouche, sur le parcours, avec quelques « fachos » vite refoulés.

En tête, dominait la banderole de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), une officine patenée du Parti socialiste et de SOS-Racisme, puis à proximité se tenait celle du « Mouvement du 22 octobre »... brandie par des manifestants aux accents sympathiquement libertaires — chose trop rare — et plus loin celle, blanche et noire, de la Coordination nationale, fraîchement constituée par les Jeunesses communistes, si je ne m'abuse. De-ci de-là, on distinguait, par ailleurs, quelques enseignants du SNES, une poignée d'adhérents du syndicat CGT du personnel technique de l'Education nationale et... un élu municipal communiste d'Argenteuil, quelque peu égaré.

Manifestation de « bahuts », on ne distinguait pas de prime abord de regroupements à caractère politique, abrités sous des banderoles ou drapeaux traditionnels portant les labels Jeunesses communistes, JCR, Collectif Jeune libertaire (CJL) ou Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA). Cependant, on pouvait par la suite, au fil de la manif, très nettement entrevoir les sensibilités de certains par leurs propos ; c'est ainsi

que des jeunes communistes, encadrés par des étudiants à la double casquette UNEF-Solidarité étudiante/Union des étudiants communistes (UEC), lancèrent fort à propos : « Pas d'argent pour le Golfe, des sous pour les lycées ! », ailleurs, des libertaires s'en prenaient de façon virulente à l'armée, en passant devant le ministère de la Défense. Mais, dans l'ensemble, disons-le franchement, la manifestation de ce mercredi 24 n'avait que bien peu de rapports avec un quelconque sentiment de révolte et encore moins révolutionnaire. Le corporatisme était bel et bien de mise, balayant un tout autre sentiment !

Du « CRS-SS » d'hier, au « SOS-CRS » d'aujourd'hui

Les lycéens à l'image d'une société d'adultes frileuse et peu imaginative revendiquent : « Plus de profs, plus de pions et plus de... sécurité. » Autant dire, rien moins que plus de « chiens de garde ». Le mythe sécuritaire, cher aux politiciens de droite et de gauche, fait bel et bien son entrée dans les établissements scolaires. Naguère, la fameuse loi Peyreffitte dénommée « Sécurité et Liberté » avait déclenché un tollé quasi général parmi la jeunesse. Alors qu'aujourd'hui, les lycéens mordent à l'hameçon gouvernemental. Naguère encore, leurs aînés auraient revendiqué plus de « classes vertes », plus d'après-midi d'éveil en phase avec la nature et surtout la disparition des ces lycées-usines... lycées-casernes contenant 1 000, 2 000, 3 000, voire 4 000 élèves — lycées-usines qui se prolongent à l'université avec des classes de 600 personnes. C'était l'époque où les fameux Collectifs d'action lycéenne (CAL) s'employaient à redéfinir

l'espace scolaire en vue de déboucher sur un univers ne rimant plus avec le mot béton. C'était aussi l'époque où les lycéens, à l'image des étudiants de Mai 68, voulaient changer le monde. Que cela parait bien loin, maintenant !

Aujourd'hui, point de soucis ayant un caractère préventif et profondément réformatrice (entendez révolutionnaire), on accepte un quotidien terne et on ne demande plus que quelques ajustements pour mieux le supporter : le toujours plus ! Ce toujours plus, propre à une société de consommation, où bientôt on va consommer de la sécurité (comprenez du répressif), comme d'autres consommateurs à tout va des somnifères pour échapper au bruit. Le « bruit », si je puis dire, agresse. Au lieu de penser à le supprimer, on croit utile de s'inventer des potions : le pion musclé aux allures de vigile en est un, tout comme le mur d'enceinte rehaussé de fil de fer barbelé. L'Education nationale et ses lycéens en sont arrivés au stade des revendications et mesures névrotiques.

Les troubles actuels, aux allures de sauve-qui-peut, dans les lycées démontrent un vide et une pauvreté de réflexion — que symbolise un slogan phallosociale qui eut un certain succès dans la manif : « Jospine salope, on aura ta p'tite culotte » ou encore ceux-ci : « SOS-CRS », « La politique on s'en fout », « Ta politique, tu veux savoir où on s'la met ? ». Vide et pauvreté de réflexion, donc, chez des jeunes dont la société de consommation a contribué à éteindre les libres aspirations et la curiosité, depuis déjà quelques années. Mais plus pauvre encore est cette « vieille dame » dénommée Education nationale, et que plus rien ne semble devoir sauver de la faillite. L'instruction publique, laïque et obligatoire, reflet d'une époque, a-t-elle vécue ? On peut assurément le penser et même,

pour certains, le souhaiter. Disons-le tout net, les choses ne sont pas immuables, surtout lorsqu'elles prennent des allures scandaleusement démesurées.

Il faudra bien, un jour, se départir de ce vieux réflexe autoritaire et de nos attitudes complices qui consistent à l'enfermement des mômes en des bâtisses dénommées écoles, mais dont les aspects s'apparentent plutôt à de vastes casernes ou de vastes entrepôts.

Faute de savoir où les mettre, on case, inhumainement, les jeunes, comme s'il s'agissait du recours idéal face au risque de les voir « zoner » en des cités, elles-mêmes n'étant rien moins que des hérésies urbanistiques.

Claude Nepper
(gr. François-Rabelais)

EN BREF

COLLOQUE

Bicentenaire de la Fête de la Fédération (14 juillet 1790)... Colloque international à propos de Proudhon (1809-1865) : « fédération... fédéralisme ». Besançon, les 8 et 9 novembre et La Chaux-de-Fonds (Suisse), le 10 novembre.

CONFERENCE-DEBAT

Dans la salle polyvalente de Gentoux (Creuse), le 10 novembre, à 16 h, est organisée, par un large collectif de libertaires creusois (dont le gr. May-Piquery de la FA) une conférence-débat ayant pour thème : « l'Alternative en milieu rural est-elle possible ? ». Cette conférence sera animée par Jean Coulardeau, agriculteur libertaire de la Haute-Loire. Un repas est prévu en entracte.

Le 11 novembre est prévue une journée d'action antimilitariste autour du monument aux morts de Gentoux, aux côtés de la Fédération de la Libre Pensée de la Haute-Loire et de l'association des Amis du monument aux morts. Pour vous renseigner, téléphonez au (16) 55.80.20.43.

SCALP EN FORMATION

Le SCALP de Montpellier est né. Pour le contacter écrivez à SCALP, c/o SIA, Maison des associations, 27, bd Louis-Blanc, 34000 Montpellier

EDUCATION NATIONALE

Lycées fâchés, facs agitées

Depuis quelques semaines la colère montait dans les lycées de la banlieue parisienne. Mais ce n'est que le 20 octobre que des coordinations se sont constituées : une vraie où s'activent les Jeunesses communistes et une artificielle, montée de toute pièce par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), association chapeautée par le PS et SOS-Racisme.

A la suite de la manifestation du 22 mars, pour que la dynamique gagne les facs, des libertaires de Jussieu regroupés au sein du « Mouvement du 22 octobre » convoquent la première assemblée générale. Au programme : un changement radical de l'université, libre action et gestion directe. Ce que l'UNEF-Solidarité étudiante (Union des étudiants communistes) juge « prématuré », préférant s'en tenir « pour l'instant » à des revendications réformatrices, même si elle se dit d'accord avec nos propositions. Mais les problèmes de fond sont posés et on peut compter sur nous pour qu'ils ne soient pas enterrés !

Notons que chez les lycéens, les thèmes « sécuritaires » n'ont pas, même s'ils existent, l'importance que leur donne la presse et sont liés à des revendications globales (portant surtout sur les moyens, mais aussi sur la démocratie interne au lycée).

Si les étudiants savent rapidement se saisir à leur tour des flambeaux de l'agitation et de la contestation, les lycéens ne se laisseront alors pas démobiliser et tous les espoirs seront permis...

Blipa (gr. Carlo-Caffero)

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT : CONTRIBUTION FÉDÉRALE

L'image de la femme dans l'extrême droite

La question de l'avortement et de la contraception, mais surtout leur remise en cause, est plus que jamais présente dans les débats médiatiques de ces dernières années. Cette année, la Fédération anarchiste a décidé de lancer une campagne fédérale en faveur de l'avortement et de la contraception libres et gratuits.

Nous sommes convaincus que ces droits fondamentaux sont plus que

MISE à part Jeanne d'Arc, la femme est une grande absente dans les discours du Front national. Mais lorsque l'extrême droite en parle, c'est souvent un prétexte pour appuyer ses thèses racistes contre les immigrés.

Femmes prétextes

Dans un article de *National Hebdo* (n° 62), consacré aux agressions contre les femmes, l'auteur constate la faiblesse physique des femmes et rend compte de leur nouveau mode de vie (vivre comme les hommes, sortir seule le soir...). Ce nouveau style de vie les confronte à des agressions qui ne touchaient avant que les hommes. L'auteur en conclut : 1. que les femmes feraient mieux de revenir à leur traditionnel rôle ménager ; 2. que l'insécurité étant le fait des « non-nationaux », il faut donc renvoyer les immigrés chez eux.

Dans un même discours qui stigmatise autant l'immigration que les femmes, les auteurs du livre *Pour la France* déplorent une baisse de fécondité de la femme française et la décroissance démographique.

« C'est dans le mépris de la famille qu'il faut trouver l'explication de cette situation », disent-ils ; et à l'origine de ce mépris : l'avortement légalisé et son remboursement par la Sécurité sociale.

Or, c'est la femme qui avorte, qui utilise la contraception. Pour eux, c'est donc elle qui est à la base de la déstabilisation de la famille et de la baisse démographique. Cette femme, oublieuse de sa « nature » (procréatrice) est par cela responsable de tous les périls qui s'annoncent : qui paiera les retraites demain ? qui bouterait hors de France les « allo-gènes » (qui eux procréent) ? Qui, enfin, pourra repousser le mépris culturel de notre pauvre pays ?

Le femme qui refuse ainsi de tenir le rôle familial qui lui est imparti par la nature (sic) détruit un des fondements capitaux de notre société chrétienne.

De la continence salvatrice...

Le rôle de la femme blanche est donc de faire des enfants blancs et d'assurer ainsi son rôle biologique et moral. Et au Front national, on ne badine pas avec l'amour. Car, si Le Pen avoue avoir commis quelques « péchés d'amour » dans sa jeunesse, ces quelques écarts ne doivent pas faire oublier l'essentiel : l'interdiction des relations sexuelles en dehors du mariage.

Un malheur ne venant jamais seul, Le Pen se déclare « un adversaire de la vie sexuelle prématurée, (...) pratiquée trop jeune, elle est limitative de l'intelligence. Car, quand on pense à ça, on ne pense pas à autre chose » (interview à *Playboy*, n° d'avril 1988). Pauvre Wilhem Reich !

Mais le discours lepéniste ne s'arrête pas là : « Je pense, dit-il, que la chance qui était donnée aux natifs des pays tempérés d'avoir une sexualité relativement

retardée expliquait sans doute le développement intellectuel de nos civilisations. Depuis, nous avons régressé et sommes revenus à une certaine barbarie ». Et voilà le racisme qui repointe son nez à la première occasion ! Voilà comment l'extrême droite fait des immigrés les boucs émissaires de tous ses fantasmes : sexualité = décadence, décadence = comportements sexuels des pays non tempérés, décadence = envahissement par l'étranger.

... aux propos de soudards

L'orateur Le Pen est le seul qui réintroduit massivement, dans ses discours, la paillardise dans la rhétorique, la grivoiserie comme forme de complicité. Il est ainsi le seul à lever partiellement le refoulement sexuel inscrit dans la langue de bois officielle des politiques.

A l'occasion du concert de Madonna (été 1987), il fut le seul à oser dire qu'il « préférerait que ce fut Madonna qui enlève sa petite culotte plutôt que Jacques

Chirac ». Reprise massivement par les médias, l'érotisme (sic) de cette phrase en fut très simplifié.

Parfois la grivoiserie cède la pas à l'obscène. Dans le livre *La France est de retour*, il parle de son séjour en Nouvelle-Calédonie et ose écrire : « Nous avons, si j'ose dire, défloré le sujet. Quand Chirac a débarqué, un quart d'heure après moi (...) Lafleur avait déjà servi... ».

Le Pen fait souvent appel aux métaphores sexuelles : « La rose (...) une fois dépouillée de sa stricte parure ne donne comme fruit que le gratte-cul ».

Pour contrebalancer ces paillardises, il met en avant la pucelle d'Orléans, la vierge Marie, prototypes de femmes hors commerce sexuel.

Le Pen est un pompier pyromane. Il excite l'autre sur le plan sexuel et s'installe comme le défenseur exclusif des valeurs pudibondes. Il crie au loup... il est le loup !

Alain de Benoist, grand penseur de la Nouvelle Droite (GRECE, Nouvelle Ecole), fasciste BC-BG, part en guerre contre les femmes qui luttent contre la

domination et l'oppression des hommes. Pour lui, il faut affirmer la différence entre les sexes. Chacun chez soi ! Homme et femme seraient radicalement différents ; la discrimination serait inscrite dans nos gènes, de même que l'agressivité et l'amour maternel. La reconnaissance de ces « natures distinctes » fonde le féminisme d'Alain de Benoist.

Le « féminisme » d'Alain de Benoist

La femme et l'homme relèveraient, tous deux, d'un déterminisme biologique : « du côté de l'homme : la puissance, l'énergie, la combativité, l'instinct de chasse, de conquête, de domination... » ; « du côté des femmes : la soumission, la passivité, la sensibilité, la tendresse, la réceptivité, l'intuition, le sens des nuances... ».

Alain de Benoist fait dans la subtilité. Une femme ne peut être que passive et soumise : le repos du guerrier, quoi !

Pour le GRECE, la femme est d'abord un objet de plaisir masculin : « il y a plus de théologie dans les seins d'une jeune fille que dans toute l'œuvre de Teilhard de Chardin » (Alain de Benoist, dans un n° de la revue *Éléments* (1986)). Et contrairement au Front national, les paganistes du GRECE sont pour une sexualité précocée.

Par-delà leurs divergences, les diverses fractions de l'extrême droite se rejoignent sur l'essentiel : la femme ne peut être que mère et ménagère.

(fin de la première partie)

Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM)
écoutez « Femmes libres »
chaque mercredi
de 18 h 30 à 20 h 30
(rediffusion de l'émission
le mardi suivant
entre 12 h et 14 h).

MENACE SUR L'AVORTEMENT

La croisade des « commandos »

DEPUIS près d'un an, une quarantaine de centres d'IVG (interruption volontaire de grossesse) ont eu la visite de groupes « commandos ». Si ceux-ci avaient démarré leur opération par des prières spectaculaires, avec des cierges « pour les âmes des enfants tués », devant quelques cliniques pratiquant l'avortement, comme la clinique Bellfond, à Paris, en décembre 1989, depuis ils ont musclé leurs apparitions.

Les commandos de Dieu

Ainsi, des centres IVG de Nantes (Saint-Jacques), du CHR de Lille, de Paris (Tenon, Broussais, Coërelin-Celton, Saint-Louis, tous quatre hôpitaux de l'Assistance publique), de Lyon (Hôtel-Dieu), mais aussi des cliniques comme celle de Mossens à Paris, Sainte-Thérèse à Longueville-lès-Metz, et même la maternité des Lilas ont subi des attaques violentes menées par des « commandos » initiés aux méthodes américaines des fanatiques de Rescue.

Sans savoir quels liens unissent ces « commandos » avec le mouvement Rescue des Etats-Unis ni avec la droite extrême et intégriste française, nous pouvons affirmer qu'il s'agit là d'opérations concertées par des individus organisés, bénéficiant de temps à autre de tracts imprimés dans le journal américain *Cincinnati*, tout juste traduits.

Interventions concertées certes, puisqu'ils emploient toujours le même protocole. Se présentant de bonne heure au centre d'IVG, ces sinistres individus, hommes et femmes, pénètrent dans les locaux comme des personnes venant accompagner une patiente. Puis, dérobant les clefs du service, ils ferment et commen-

cent leur numéro : destruction de médicaments, de dossiers médicaux, déstérilisation du matériel, menaces et injures à l'encontre des femmes, essais de culpabilisation aussi en arborant des poupées-fœtus devant elles, en leur mettant sous les yeux des tracts sur lesquels on distingue « une photo-choc de bébés morts, plutôt que de fœtus, avec la légende "ordures humaines" et le cachet du mouvement Jeunes pour la vie » (1). A l'hôpital Broussais, à Paris, ils ont bloqué le standard : un étrange téléphoniste répondait aux appels que « les avorteuses sont en grève ».

Des services paralysés, donc, pendant des heures. En effet, chose curieuse, les directions des hôpitaux et des cliniques attaqués ont laissé faire ces tristesses sires pendant plusieurs heures : 10 heures à Metz, 5 heures et demi à Saint-Louis, avant qu'ils ne soient expulsés. De pareilles perturbations affectant un service de cardiologie ou de réanimation n'auraient pu durer : les directions auraient tout fait pour que cessent le désordre et que la thérapeutique reprenne le dessus immédiatement.

Mais, les IVG n'apportent pas le même prestige à l'hôpital qu'un nombre important de greffes d'organes réussies ou d'explorations avec du matériel sophistiqué. Cela reste encore le domaine du « honteux ». A voir où sont situés les centres d'IVG des hôpitaux parisiens : le jeu de piste pour trouver le dernier sous-sol !

Pour le moment, ces dangereux illuminés réussissent à bloquer la réalisation d'avortements. Satisfaits, ils s'en vont recommencer ailleurs. Quarante opérations, selon leurs dires, depuis un an ; beaucoup d'attaques, encore peu connues par crainte de leur faire de la publicité. Il est vrai que les journalistes sont ravis de les montrer,

mais donner la parole aux femmes et aux personnels des centres IVG : *nenni* ! Un Le Pen est plus « croustillant » que des femmes qui ont recours à l'avortement.

De sérieuses menaces planent sur l'avortement. D'une part ces « commandos » tolérés par un silence consensuel, d'autre part du fait de la nomination de M. Durieux comme ministre délégué à la Santé. Durieux est ce centriste qui a signé, en juin 1990, aux côtés de Jean Royer et de Marie-France Stirbois (droite et extrême droite) une proposition de résolution visant à contrôler (pour limiter, n'est-ce pas ?) les nouvelles méthodes d'avortement, tout particulièrement la pilule RU 486 (2). Durieux, connu pour ses prises de positions contre l'avortement est le même (ministre) chargé de faire appliquer aujourd'hui la loi Veil de 1975 !

Les lois révisées

Dans les faits, les centres d'IVG voient leurs moyens se restreindre, pendant que les financements accordés à la prévention menée par les centres de planification se réduisent aussi. Et des associations, comme le Centre de liaison d'éducation et de recherche (CLER), bénéficient toujours de l'agrément ministériel pour les entretiens pré-IVG et la formation de conseillères, alors qu'il s'affiche contre l'avortement.

En outre, le contexte international apporte de sérieuses craintes. En Pologne, Lech Walesa applaudit le vote du Sénat instaurant une loi interdisant et punissant sévèrement l'avortement... en attendant, sans doute, la ratification par la Diète (3). Aux Etats-Unis, les manifestations se poursuivent contre l'avortement, et ont fait revenir certains Etats à une législation répressive.

mais reste à craindre, encore, la décision de la Cour Suprême, qui s'imposerait à l'ensemble des Etats. Or, par la nomination de David Souter, magistrat de la répression, la plus haute instance juridique a basculé dans le camp des « Pro-life ». De même l'Allemagne, par sa réunification, est confrontée au problème de l'avortement. Même si, les Allemands de l'Est se mobilisent pour maintenir ce droit acquis en 1972, à l'Ouest, les cléricaux et les conservateurs brandissent le spectre de l'« holocauste » des enfants. Le *statu quo* adopté n'est donc que provisoire, une juridiction commune devrait être trouvée d'ici janvier 1993.

Exactions ici, obscurantisme là, chasse aux sorcières ailleurs, le droit des femmes à choisir leur maternité, à maîtriser leur contraception est menacé.

Pour contrer la réaction, des associations se regroupent afin de défendre l'avortement et la liberté des femmes dans le domaine de la fécondité. Ainsi, le Mouvement français du planning familial (MFPF), des associations de femmes, des syndicats se sont associés pour développer l'information aux femmes et aux personnels des centres d'IVG, dénoncer et résister aux « commandos ».

La Fédération anarchiste est impliquée dans ce combat-là !

Hélène (gr. Pierre-Besnard)

(1) *Témoignage chrétien*, du 14 juillet 1990. - Les ambitions d'une croisade contre l'IVG.

(2) Proposition de résolution du 6 juin 1990 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les procédés nouveaux permettant l'avortement et les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour en autoriser et en contrôler l'utilisation.

(3) Heureusement, les Polonaises ne l'entendent pas ainsi, elles sont descendues dans la rue pour scander qu'« il n'y a pas de liberté avec Solidarité » et que « la dictature noire (celle des curés) est pire que la rouge ».

REPRESSION

Non à la double peine... j'y suis, j'y reste !

MAIS où sont passées les associations antiracistes depuis mai 1988 ? La réélection de Mitterrand n'a pas été, loin s'en faut, une victoire pour l'immigration que ce soit au niveau politique, médiatique, juridique ou policier. Quelques remodelages de la loi Pasqua, et la loi Joxe entrant en vigueur en août 1989.

SOS-Racisme continue ses concerts et axe tout sur une politique d'intégration « des bons immigrés », tandis que la Ligue des droits de l'homme (LDH) avec 200 associations a lancé une campagne pour le droit de vote des étrangers seulement aux élections locales.

Le développement du Front national, des idées et pratiques sécuritaires et xénophobes reprises par l'ensemble de la classe politique, l'ajustement des politiques d'immigration des pays européens (voir Schengen) « poussent » les associations à avancer des revendications minimales pouvant être entendues de l'opinion. Faux calcul qui nous entraîne à aller de concessions en concessions. En effet, la « gauche » fait aussi bien que la droite dans sa politique d'expulsions : mise en place de la politique du contrôle des migrations directement dans les pays du tiers monde, refus de milliers de réfugiés, discours d'exclusion : « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Il y a donc urgence à reconstruire un mouvement indépendant dont l'objectif doit être à la fois de lutter contre toutes les discriminations que subit la population étrangère et d'instituer un débat sur immigration, citoyenneté et rapport Nord/Sud.

C'est dans ce contexte, qu'au mois de juin, est né le comité contre la

double peine. Même si ses objectifs peuvent sembler limités, ce comité permet d'ouvrir un espace de lutte en dehors de la campagne « J'y suis, j'y vote » de la LDH. Son but : lutter contre les expulsions et interdictions du territoire prononcées à l'encontre de personnes, régulièrement installées en France ou y ayant des attaches familiales.

Ce n'est qu'un début...

Le collectif a décidé de passer à l'action pour obtenir : l'abrogation des lois instituant la double peine, et l'abrogation collective des diverses mesures d'éloignement, la grâce collective, la régularisation et le retour au sein de leur famille des expulsés. Le comité et le collectif des associations qui le soutient ont tenu un meeting le 6 octobre à la Bourse du travail de Paris réunissant plus de 300 personnes. Témoignages d'expulsés, interventions de Djida Taizdat (député au Parlement européen), de Christian Delorme, de Glynn Ford, films retraçant l'expulsion et le « retour au pays », intervention d'un juriste, etc., s'y sont succédés. Le réel travail effectué par le comité depuis 4 mois et son désir d'œuvrer à la construction d'un mouvement national — des militants de Reims, Valence, Bordeaux, Nantes étaient présents au meeting — sont autant d'atouts pour la suite de la campagne contre la double peine.

L'avenir immédiat est de recueillir les cas, recréer un réseau, sensibiliser et mobiliser, entraîner des débats dans les associations antiracistes pour les sortir de leur léthargie.

L'espoir né en 1983 et 1984 autour de la Marche et de Convergence

semble loin. Le bulldozer SOS-Racisme, l'aspiration par le PS de nombre d'intellectuels et militants associatifs immigrés ont déstabilisé un mouvement qui n'avait pu trouver des bases solides. En 1988, les Etas généraux de l'immigration n'ont pas été suffisants pour le redynamiser. La lutte contre les expulsions menée par les associations (GISTI, FASTI, associations locales) au jour le jour ne trouvait pas de point d'appui pour exprimer dans des revendications et des actions publiques l'égalité et le droit au séjour. La citoyenneté revendiquée pour tout étranger résidant en France, qui va bien au-delà du droit de vote, dans les combats de 83 et 84 peut trouver dans la lutte contre la double peine un nouvel essor. L'investissement du tissu associatif immigré et plus largement des mouvements luttant contre le racisme et le fascisme est déterminant. Dans ce combat, nous verrons bien en effet si les signataires de l'Appel des 250 seront présents pour mener la bataille des valeurs qu'ils disent vouloir remettre à l'ordre du jour. En tout cas, pour le mouvement antifasciste alternatif*, cette lutte peut permettre de tisser des liens entre lutte contre l'extrême droite et le racisme, et solidarité active avec ceux qui subissent discrimination et exclusion.

Cherokee

Venez nombreux,
le mercredi 14 novembre 1990,
à 19 h,
au 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris,
assister au débat-vidéo
contre la double peine
organisé par Réflex et le SCALP.

ANTIMILITARISME

Il refuse l'uniforme : 15 mois fermes

C'EST pour avoir fait trop confiance aux institutions militaires que Ludovic Bouteraon, un jeune appelé de 22 ans, se retrouve aujourd'hui derrière les barreaux.

Les problèmes commencent alors qu'il effectue ses « 3 jours », au printemps 1990. Informant, sur place, qu'il désire obtenir le statut d'objecteur de conscience, il n'obtient aucun renseignement. Il reçoit donc, comme tout le monde son ordre d'incorporation courant juillet, qui lui signale qu'il est convoqué le 1er août à la base aérienne de Strasbourg-Entzheim (BA 124). Il s'y rend, mais refuse de porter l'uniforme. Il est aussitôt mis aux arrêts. Sans cesse, Ludovic réitère son désir d'effectuer un service civil pour des raisons de conscience. « Quand il s'agit de prendre une arme, en l'occurrence un PM, le fait de tirer a déclenché mon refus. L'usage des armes, quel qu'il soit est un acte contre ma nature. » (1). Cela n'ébranle en rien la détermination des militaires, bien au contraire. Le 17 août, déferé au parquet de Strasbourg, il est inculpé de « refus d'obéissance ». La justice, quand elle le désire, est parfois plus rapide qu'on ne le dit ! Il est condamné immédiatement à 15 mois de prison fermes et incarcéré à la prison de Strasbourg-Elsau. La procédure à comparution immédiate a empêché d'organiser convenablement une défense

et la constitution d'un soutien extérieur massif. Sa famille, sans nouvelle depuis le 1er août, n'est mise au courant de la situation qu'après le procès. Ludovic fait appel le 21 août, puis fait savoir, officiellement par le biais d'une lettre adressée au Bureau du service national de Paris, le 8 septembre, qu'il souhaite obtenir un statut d'objecteur de conscience. De plus, le 13 septembre, le Centre communal d'action sociale de Saint-Ouen-l'Aumône lui propose de l'accueillir, pour lui permettre d'effectuer son service civil. Il est cependant maintenu en détention à la Maison d'arrêt de Colmar.

Soutenons Ludovic

C'est par un large soutien que Ludovic a quelques chances de s'en sortir. C'est dans ce cadre que s'est créé le 20 septembre un comité de soutien. L'objectif de ce comité est, dans un premier temps, la libération sans condition de Ludovic, puis l'obtention du statut d'objecteur, qui lui a déjà été refusé début octobre par le ministère de la Défense, pour cas de forclusion.

Cette affaire fait apparaître une fois de plus les embûches administratives mises en place par les autorités, afin de limiter l'utilisation de ce statut d'objecteur qui devrait au contraire être accessible sans

contrainte. Ces barrages ne sont pas de l'ordre législatif car le manque d'informations est souvent à l'origine de ce genre de problèmes. La liberté de choix n'est alors qu'une pure illusion. C'est le cas de Ludovic Bouteraon, tombé dans le piège administratif. Car, la loi est un piège, un prétexte à enfermer des individus pour leurs opinions.

Il est grand temps que le soutien devienne massif. La Fédération anarchiste s'engage pleinement dans cette lutte (ainsi que le Mouvement des objecteurs de conscience) et vous invite à faire de même. L'aide apportée peut être morale : à savoir écrire à Ludovic pour le soutenir (2). Mais cette aide peut être aussi d'ordre financier (3). Ajoutons, enfin, que la date du procès en appel est fixée au 6 novembre 1990, à 8 h 30 au tribunal de la Cour d'appel de Colmar (4). Une mobilisation, ce jour-là, est souhaitable. Ne laissons pas la machine militaire broyer ceux qui refuse l'armée.

Vves-Laurent (gr. Paris-11e)

- (1) Extrait de la lettre envoyée au commandant, par Ludovic, le 8 septembre.
- (2) Maison d'arrêt de Colmar, 1, rue des Augustins, BP 485, 68020 Colmar.
- (3) Comité de soutien à Ludovic Bouteraon : 4, résidence du Moulin-Vert, 95520 Osny.
- (4) Tribunal de la Cour d'appel, 9, avenue Raymond-Poincaré, 68020 Colmar.

BILLET D'HUMEUR

Nous, anarchistes...

Il n'y a pas si longtemps, les articles du *Monde libertaire* consacrés aux problèmes internationaux se terminaient presque invariablement par une formule dans le style : « Nous, anarchistes, savons bien qu'une solution satisfaisante ne proviendra que de l'émancipation de tous les peuples, libérés du joug des Etats, et prenant leurs affaires en main dans une gestion fédéraliste libertaire ». La phrase était stéréotypée ; elle avait fini par faire sourire les lecteurs habitués et les rédacteurs eux-mêmes ; on a donc perdu peu à peu l'habitude de l'utiliser.

Pourtant, en ces temps de troubles et de menaces de guerre, il est plus que nécessaire de garder la tête froide et une vision claire de ce pourquoi nous luttons.

Une confusion inquiétante semble nous pousser à chercher une solution aux conflits actuels dans le Golfe ; à exprimer ce qui nous semble souhaitable dans la situation présente. Et, si par crainte d'être taxés d'utopistes, nous n'osons pas proclamer bien fort : « l'anarchie, voilà la seule solution », nous sommes fatalement amenés à mutiler notre pensée, à nous demander comment doivent agir Mitterrand, l'ONU, en somme ce que nous ferions si nous étions au pouvoir.

Il est bien clair que, dans cette logique, nous sommes coincés. Nous ne pouvons plus que nous borner au minimum décent : réclamer le retrait des troupes françaises du Golfe (certes, mais serons-nous satisfaits de les retrouver chez nous ?), promouvoir une logique de paix (Bien sûr, mais quelle paix ? Celle des braves, des dictateurs et des pétroliers ?), quand ce n'est pas l'ouverture de négociations (entre les Etats, les gouvernements, et sans doute avec notre bénédiction). Il n'est pas difficile, sur ces bases de nous retrouver avec les rescapés du marxisme et de l'écologie à la sauce verte. Suivent donc alliances, communiqués communs, banderoles communes...

Encore une fois, nous n'avons pas d'autre choix, dès que nous oublions nos idées spécifiques et la conséquence qu'elles impliquent immédiatement : il ne peut exister, dans le système étatique mondial, aucune solution satisfaisante aux problèmes irakien, palestinien, libanais ou autres. ni solution guerrière ni solution négociée. La guerre des Etats, c'est l'oppression, et la paix des Etats, c'est aussi l'oppression : les peuples concernés en savent quelque chose !

Entendons-nous bien : antimilitaristes conséquents, nous devons nous battre sans répit contre la guerre qu'on nous prépare, et cela veut dire aussi nous préparer à l'insoumission, à la désertion s'il y a lieu. tant qu'à faire, il n'est pas contre-indiqué d'apparaître dans les mêmes manifestations que les autres organisations opposées à la guerre. Mais si, précisément, nous refusons la démagogie gauchiste, si nous voulons rester fidèles à nous-mêmes, il faut, coûte que coûte, rappeler que la crise actuelle a été engendrée malgré nous, contre nous, et que nous n'avons qu'une proposition pour en sortir : l'anarchie. Et qu'il n'est pas question, sous prétexte de réalisme, de rien proposer d'autre, parce que « nous, anarchistes, savons bien qu'une solution satisfaisante ne proviendra que de l'émancipation de tous les peuples, libérés du joug des Etats, et prenant leurs affaires en main dans une gestion fédéraliste libertaire. »

Coq's (gr. de Rennes)

« Politis » : histoire d'une longue arnaque

(suite de la une)

Langlois lui-même, qui n'a plus aucune part dans la société, s'obstine à présenter le journal comme un hebdomadaire libre et indépendant. Amère ironie : dans une interview accordée en juin 1990 au journal *Stratégies*, Jean-Paul Besset, toujours rédacteur en chef, n'exprime plus guère d'autre ambition que d'augmenter le nombre de pages de pub... Fort de ces grands principes, le journal boit la tasse plus que jamais. En août, la société est à nouveau contrainte au dépôt de bilan. Est-ce enfin la fin ? Toujours pas ! Bernard Langlois ne se résigne pas à perdre « son » journal. En septembre, il racle les fonds de tiroirs, relance les derniers abonnés et actionnaires et leur annonce triomphalement la constitution d'une SCOP (Société coopérative ouvrière de production). Il oublie, bien évidemment, de mentionner le nouveau sponsor du journal, le très gauchiste Jean-François Kahn (sic), et lance un nouvel appel poignant se terminant, lyrique, par « A vos plumes, à vos chéquiers aussi, si vous croyez comme nous que "Politis" doit vivre ». On en pleurerait.

Politis, énième retour ? Peut-être. Mais Langlois aura eu maille à partir

avec les anciens fondateurs du titre, s'estimant lésés, qui sont parvenus à lui interdire l'usage du nom Politis — et donc l'accès aux fichiers d'abonnés et au montant des souscriptions jusqu'au 30 octobre, date à laquelle le titre devait être vendu aux enchères. S'affrontaient pour l'occasion deux conceptions de l'hebdomadaire : celle de Bernard Langlois, se disant prêt à ressortir le 8 novembre un *news* généraliste vaguement marqué à gauche, et celle des anciens fondateurs, proposant une formule mensuelle, bien plus modeste, dont la principale ambition serait d'être un journal indépendant, sans sponsor ni mécène, dénonçant sans concession les princes qui nous gouvernent... Déjà une vieille histoire.

Pascale Choisy

La Fédération anarchiste
vous intéresse !
Les Relations intérieures
tiennent une permanence,
chaque samedi
entre 15 et 17 heures,
au 145, rue Amelot
(M^e République), 75011 Paris.

LA DROITE ET LES MEDIAS AUX ETATS-UNIS

Couvrir l'événement ou le maquiller ?

Notre hebdomadaire reçoit aujourd'hui Jeff Cohen, directeur de Fairness & Accuracy in Reporting (FAIR), association spécialisée dans les enquêtes sur les médias aux Etats-Unis. FAIR publie un bulletin bi-mensuel, Extra, dont les articles ont un certain retentissement dans la presse écrite et parlée.

CP : Jeff, peux-tu nous parler de FAIR ?

JC : FAIR exerce une sorte de contrôle sur les médias, se renseigne sur les véritables patrons des médias et leur orientation. Des numéros spéciaux d'Extra sont, par exemple, parus sur l'invasion de Panama, sur les droits de l'homme et comment l'information s'est faite sur le Nicaragua.

CP : Comment FAIR a-t-elle été fondée ?

JC : FAIR a débuté en 1986 alors que les médias paraissaient totalement soumis au gouvernement Reagan. Journaux et TV s'efforçaient de nous prouver combien notre président était providentiel. Un patriotisme intense cachait les magouilles gouvernementales et les médias se trouvaient concentrés en très peu de mains. C'est pourquoi nous avons formé FAIR, il nous a semblé nécessaire de mobiliser le public contre le parti-pris, la censure des médias et la mainmise croissante de la droite sur ceux-ci.

Reagan face à la presse

CP : Pourtant Reagan et son entourage ont vivement critiqué les médias pour leurs prises de position ?

JC : Non, car les médias l'ont plutôt bien traité malgré qu'il ait souvent été considéré par les journalistes comme un parfait idiot ! Il n'est pas exagéré de parler d'incohérence et d'inculture en ce qui le concerne. Or, aujourd'hui seulement, les journalistes soulignent son incohérence, surtout depuis son témoignage filmé au procès de John Pointdexter inculpé dans l'affaire de l'Iran-Gate. C'est l'unanimité pour dire qu'il est déconnecté. Cependant ils savaient cela dès 1980, mais l'ont soigneusement occulté. Ce n'est pas Reagan qui s'est plaint des médias, mais des groupes de droite et d'extrême droite, en particulier Accuracy in Media, organisation qui est sponsorisée par les brasseries Coors, le banquier Richard Mellon Scaife, des sociétés chimiques et de pétrole. Le rôle joué par Accuracy in Media consiste à harceler les journalistes et à faire pression sur la presse. Le groupe est favorable au contrôle des médias par l'argent. Ils attaquent les médias qu'ils jugent trop critiques vis-à-vis des grandes sociétés et du capital.

CP : Depuis quand existe Accuracy in Media ?

JC : Depuis la fin des années 60. Ils disposent d'un budget annuel de deux millions de dollars et sont liés avec des groupes d'extrême droite comme la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).

CP : Ce dernier groupe nous amène à parler de Moon.

JC : La secte de Moon a un impact de plus en plus grand sur les milieux de droite aux Etats-Unis. Moon finance des groupes de droite et d'extrême droite. Des groupes qui critiquent le totalitarisme venant de l'Est travaillent étroitement avec la secte, par exemples : l'Unification Church ou World Media, un organisme qui rassemble des journalistes de tous les pays pour débattre des enjeux interna-

tionaux. Moon devient très important dans le monde occidental depuis qu'il a acquis de nombreux médias. Il possède le Washington Times, second journal de la ville de Washington après le Washington Post.

CP : Le « Washington Times » était le journal préféré de Reagan ?

JC : Oui, c'était le seul journal qu'il lisait, mais certains prétendent qu'il ne lisait pas.

CP : Reagan a fait la publicité de ce journal ?

JC : Oui, il a soutenu le Washington Times et a fait la même chose pour d'autres publications de la droite comme Human Events et la National Review. L'aspect insidieux du pouvoir de Moon est qu'il a les moyens de passer des informations fausses, par l'entremise de son journal, sur les principaux médias, radios, TV et presse écrite. En 1988, le Washington Times a lancé le bruit que Michael Dukakis, candidat démocrate, avait souffert de graves problèmes psychologiques. Ce bruit fut ensuite repris par une grande partie de la presse et des journaux télévisés. Le Washington Times a récidivé avec des informations inexactes destinées à discréditer le gouvernement sandiniste du Nicaragua. La CIA avait soi-disant découvert que les sandinistes détenaient des armes chimiques. La CIA semble avoir donné cette fausse information au Washington Times afin que celle-ci ait ensuite un écho dans les autres médias.

CP : Le journal de Moon est un moyen efficace de désinformation du public.

JC : Oui, mais personne dans la presse sérieuse n'a dénoncé les manipulations de la secte de Moon derrière le Washington Times. Moon a présenté le Washington Times comme une alternative au Washington Post et a d'ailleurs fait paraître dans ce dernier une annonce publicitaire pour son journal. Il a aussi utilisé le Washington Times pour trouver des fonds destinés aux contras. Durant le procès d'Oliver North (Iran-Gate), on a appris qu'au moment où la CIA fondait le Freedom Front (Front de la liberté), un appel de fonds pour cette association sortait en première page du Washington Times. Les liens avec la CIA, Reagan et la secte Moon sont à l'évidence étroits.

CP : Revenons au rôle d'Accuracy in Media. Si j'ai bien compris, ils exercent une pression sur les médias pour qu'ils tiennent compte des informations données par le « Washington Times ».

JC : Exactement. L'organisation aurait été parfaitement à sa place au temps du maccarthysme ; elle s'acharne sur tout journal ou journaliste faisant preuve d'objectivité. Pour prendre un exemple, Ray Banner, reporter au Salvador, a démontré que les escadrons de la mort travaillaient directement avec le gouvernement salvadorien, lui-même soutenu par le gouvernement des Etats-Unis. Aussitôt, le gouvernement Reagan a déclenché une campagne contre ce journaliste, épaulé par Accuracy in Media. Six mois plus tard, Ray Banner perdait son emploi. Message reçu par

les autres journalistes en poste en Amérique centrale, au cas où ils seraient tentés de parler d'une réalité trop éloignée de la fiction reaganienne. Actuellement l'organisation a perdu de son influence mais, jusqu'en 1986, au moment de l'IrAngate, celle-ci s'étendait sur la majorité des médias.

CP : Ton groupe FAIR n'est pas une réponse directe à cette organisation ?

JC : Non. Nous avons remarqué que les médias devenaient de plus en plus conservateurs et concentrés dans les mains d'une minorité de personnes. Ils ont refusé les véritables débats sur les enjeux nationaux et ont écarté systématiquement l'expression progressiste : les syndicats, les associations de consommateurs, les écologistes, les femmes, etc.

Le conservatisme des médias

CP : Peux-tu donner quelques précisions sur ce processus de concentration ?

JC : Il y a aujourd'hui aux Etats-Unis 24 sociétés qui contrôlent la plupart des médias. En 1983, le monopole était réparti entre 50 sociétés. En six ans, l'évolution est de 50 à 24. Une étude (1) datant de 1983 prévoit que dans quelques années les médias seraient partagés entre 6 sociétés. Cette prédiction se vérifie avec la fusion de Time et de Warner Communication. Les dirigeants de Time ont reconnu la nécessité de se regrouper pour demeurer une des six sociétés futures. Les prévisions alarmistes s'avèrent malheureusement exactes.

CP : C'est donc un changement majeur ?

JC : Sans aucun doute. Et le plus dangereux est l'acquisition de NBC, la plus importante chaîne de télé, par la General Electric, second producteur d'énergie nucléaire et fournisseur de l'armée pour les armes nucléaires. General Electric a d'ailleurs mauvaise réputation auprès des syndicats et est responsable de nombreux cas de pollution. NBC ne peut aller contre les intérêts de son acquéreur. Il est clair qu'il y a un conflit d'intérêt entre les reportages d'investigation et les patrons de la chaîne. C'est un cas qui se répète depuis six ans.

CP : FAIR ne répond donc pas à un changement de climat politique, mais plutôt à un changement de la structure économique ?

JC : Oui. Avant le gouvernement de Reagan, des lois limitaient la concentration des médias. Par exemple, une société ne pouvait contrôler qu'un nombre restreint d'émetteurs : 21 (7 chaînes de TV, 7 radios FM et 7 radios grandes ondes). Grâce à la dérégulation de Reagan, il n'y a plus de limites! Reagan a facilité l'accumulation du profit, par voie de conséquence les reportages sur le président étaient moins critiques. Echange de bons procédés et renvois d'ascenseurs. Tout ce processus a provoqué des implications graves concernant l'accès de la droite aux médias et explique les difficultés des progressistes à y prendre la parole dans les années 80. Dans les années 70, après le scandale du Watergate, il avait plus d'ouverture, mais c'est à présent révolu.

(fin de la première partie)

(1) Ben Bagdikian, Media Monopoly.

Les nouvelles d'Allemagne

Le parti d'extrême droite Deutsche alternative créé le 5 mai 1989, à Brème, annonce dans sa dernière revue Die Neue Front (« Le Nouveau front ») qu'il existe maintenant des groupes de militants à Berlin-Est, Rostock, Cottbus et Dresde. Ces groupes néo-nazis ont été mis en place par Michaël Kühnen (figure centrale du milieu néo-nazi allemand depuis plus de 10 ans. N.d.T.).

On peut lire dans leur programme : « Unification de tous les Allemands d'Europe centrale... », « Il faut regagner les territoires de l'Est volés... ».

Leur mot d'ordre pour les élections au Parlement : « Für das deutsche Reich ! » (« pour l'Empire allemand ! »).

Extrait de Antifaschistische Nachrichten, n° 15 (traduit par Bernard et Burkhard, du groupe Humeurs noires de Lille).

ERRATUM

Dans « Les nouvelles d'Allemagne » de la semaine dernière (la première nouvelle) (ML n° 799) une erreur de transcription nous a conduit à occulter le nom de la ville où entrait en scène, à l'occasion d'élections municipales, la liste du groupe agro-alimentaire « Etker », soutenue par les républicains (extrême droite). Il s'agissait de Bielefeld (Westphalie). Veuillez nous en excuser.

Congrès IFA
Rendez-vous, le 1er novembre,
au local de la CNT-AIT :
calle Santa-Marta, 5 (1er étage),
46003 Valencia (Espagne).
Tél. : (19) 34.63.51.89.36

BULGARIE

La presse non anarchiste défend l'anarchisme

La liberté, défendue ardemment et au prix d'énormes sacrifices par les anarchistes bulgares, moissonne aujourd'hui de nouvelles voix, porteuses d'espoir pour l'avenir, qui essaient de se faire entendre.

Nous avons pu constater qu'un mouvement, bien qu'encore timide, se dessine parmi les intellectuels bulgares éclairés, tendant à mettre en relief, face à la dictature et aux crimes historiques du Parti communiste, la clairvoyance et le réalisme des anarchistes.

Nous avons été ainsi agréablement surpris de lire dans deux journaux d'opposition trois articles consacrés au mouvement anarchiste.

Pour la première fois, dans la presse bulgare, un universitaire M. Kaltchev, publie un article intitulé « Bakouine contre Marx », dans le journal Den, organe d'une fraction de l'ex-Parti communiste rebaptisé socialiste, fraction contestataire des thèses officielles et en voie de scission. Dans cet article, M. Kaltchev situe d'abord avec objectivité l'opposition radicale entre l'idéologie de Marx et celle de Bakouine et ramène ensuite le débat entre ces deux idéologies à la situation actuelle marquée par une crise des anciennes valeurs dominantes, en soulignant la clairvoyance de Bakouine face à l'échec tragique du communisme.

Voici quelques extraits de son article : « Je suis un ardent partisan de la liberté, et en elle je vois le seul milieu où peut se développer et fleurir la raison, l'honorabili-

té et le bonheur des gens. » Après cette citation, tirée du livre de Bakouine L'Etat et l'anarchie, M. Kaltchev écrit :

« Aujourd'hui, sans doute, nous vivons une période de révision profonde des valeurs et nous sommes moralement reconnaissant envers ce personnage historique et légendaire Michel Bakouine. » « Je voudrais rappeler que les anarchistes, à travers leurs actions, mènent un combat honorable pour la libération et l'émancipation de l'homme du joug de tout pouvoir. » Pour marquer la différence entre l'anarchisme et le marxisme et mettre en valeur la clairvoyance de Bakouine, M. Kaltchev souligne : « Dans sa critique claire et bien fondée contre Marx, Bakouine rejette la dictature du prolétariat qui deviendra dictature sur le prolétariat où, pour utiliser un langage actuel, se transformera en un puissant clan de ploutocrates. De plus, cette dictature engloutira les paysans et intellectuels pour se constituer en une classe privilégiée. » L'auteur conclut son article : « Pour moi, l'essentiel de la critique que Bakouine fait à Marx se situe dans l'idée de rejeter toute théorie selon laquelle la société peut se construire sur un schéma prédéfini, planifié en totalité et centralisé au maximum. Cette critique a pour nous, aujourd'hui, une valeur exemplaire et nous permet de mieux comprendre le système totalitaire auquel nous avons abouti. Elle devrait nous convaincre, enfin, que le modèle théorique de cette société imposé par Marx, puis plus tard par Lénine, en forçant l'Histoire

et en bouleversant la vie naturelle et privée des hommes, a produit le phénomène le plus curieux du XXe siècle. »

Pour terminer son article, M. Kaltchev, poursuit en ces termes : « Cependant, la soif de l'homme pour la liberté est intarissable, c'est elle qui balaye aujourd'hui un à un les châteaux de cartes des régimes totalitaires. Le temps est à lui, l'homme libre, celui qui conquiert sa liberté par lui-même. »

Dans un autre numéro de Den, il est question de Kropotkine, en des termes tout aussi élogieux. La revue Ecoglasnost n'est pas en reste, en revenant sur l'opposition entre Marx et Bakouine, et en rappelant le sort qui fut réservé par les communistes, dès le mois de mars 1945, aux militants et sympathisants de la Fédération anarchiste bulgare. Les anarchistes, pourchassés, se trouvaient assimilés aux fascistes et étaient, par conséquent, liquidés.

Si la presse bulgare, non anarchiste, s'intéresse au mouvement anarchiste, il reste aux anarchistes bulgares la lourde responsabilité de développer leurs activités, de se montrer dignes de leur passé et de ne pas décevoir les timides espoirs qui commencent à se cristalliser autour du mouvement anarchiste en Bulgarie.

Trendafil Maroulevski
(gr. anarchiste bulgare en exil,
regroupé autour des périodiques
Anarchiste et la Révolution
anarcho-communiste)

RENDEZ-VOUS

AUBENAS

Pour contacter le groupe d'Aubenas écrivez à l'association CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg. Chaque samedi de 9 h 30 à 10 h 30, le groupe vend le *Monde libertaire*, sur le marché d'Aubenas.

BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu organisent le vendredi 9 novembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, une conférence-débat : « Situation de guerre, antimilitarisme et pacifisme », avec la section du Rhône de l'Union pacifiste. Une vidéo sur Louis Lecoin sera projetée et un stand de presse sera tenu.

DIEPPE

Un groupe existe à Dieppe. On peut contacter ses militants le samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur la place Nationale.

GUERET

Il existe sur Guéret (Creuse) le groupe May-Piquera, que l'on peut contacter en écrivant aux Relations intérieures de la FA, qui transmettront.

LILLE

Le groupe Humeurs noires tient une permanence chaque mercredi entre 19 h et 20 h 30, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet (M^e République), à Lille. Adresse : BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Il vend le *Monde libertaire* le vendredi de 17 h à 18 h 30, à la gare ; le samedi à midi, à la sortie du lycée Pasteur, à Lille et le dimanche entre 10 h et midi, sur le marché de Wazemmes.

Le groupe anime une émission sur Radio-Campus (91,5 FM), le samedi de 19 h à 20 h.

SAINT-ETIENNE

Chaque premier mercredi du mois, le groupe Nestor-Makhno tient une permanence, à partir de 18 h 30, à la Bourse du Travail (salle 15 bis, CNT-AIT/Libre Pensée), cours Victor-Hugo, 42000 St-Etienne. Chaque jeudi, à partir de 20 h, sur Radio-Dio (89,6 FM) le groupe anime l'émission « Rouge et noir - Tribune libertaire ».

NANTES

Le groupe Milly-Witkop diffuse le *Monde libertaire* un samedi sur deux, depuis le 27 octobre, au marché de Talensac, entre 11 h et 12 h 30.

PARUTIONS

PRESSE

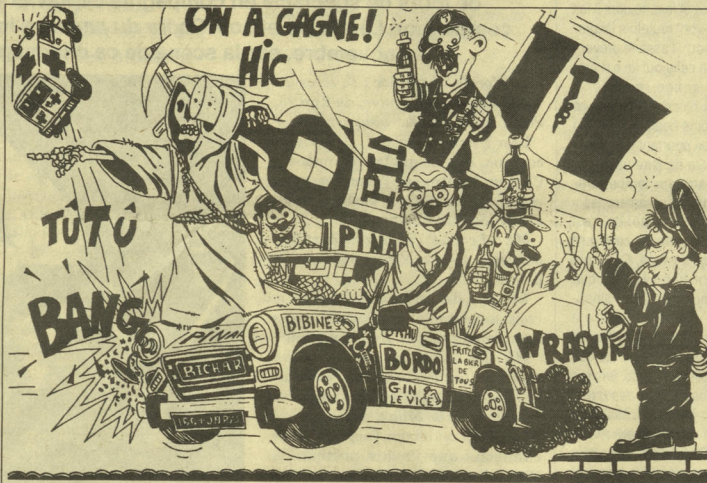
Le n° 72 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut l'acheter au prix de 5 francs à la librairie du *Monde libertaire*, ou en écrivant à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller au nom de l'association).

CARTE DE SOUTIEN

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu viennent d'éditer une carte de soutien, au prix de 100 F. Elle donne droit à une réduction de 20 F à l'un des spectacles organisés par l'association « Contre-courant », à l'abonnement d'un an au journal *Contre vents et marées*, et à une information régulière sur les activités de l'association. Pour les modalités de paiement et l'adresse, voir plus haut.

Les dessins de la semaine

A l'occasion de la sortie de ce 800^e numéro du *Monde libertaire*, le comité de rédaction a décidé de reprendre la rubrique : « Les dessins de la semaine ». Celle-ci permettra à nos collaborateurs d'exprimer, au mieux, l'actualité en images. Pour l'heure, nous débutons avec deux dessins, l'un de Pascal Mary et l'autre de Nicolas Raetz.



Le Parlement repousse un projet de loi portant sur la limitation de la publicité pour l'alcool, Pascal Mary s'en inspire pour stigmatiser les « beaux ».

Nous espérons que cette rubrique aura le don de vous plaire... et que nos dessinateurs seront plus que jamais à leur crayon. A la prochaine !

MANIF' PACIFISTE : PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES!



ANTICLERICALISME Nom de Dieu !

Les jésuites et les sondages

Selon un sondage commandé en septembre dernier par les jésuites à l'occasion de leur 450^e anniversaire, les Français ne seraient que 25% à considérer ces derniers comme étant « hypocrites et faux jetons » et 27% comme « des éminences grises ». Le directeur de la revue *Etude*, le jésuite Jean-Yves Calvez, s'est réjoui du fait que « l'image du jésuite hypocrite et faux jeton s'estompe ». Pourtant, on peut se demander en quoi le fait d'être intelligent et de savoir parler empêche d'être hypocrite ?

Passez à la caisse !

Voulez-vous être bâtisseur de cathédrale ? Rien de plus simple, il vous suffit de faire un don de 100 F, 200 F, 500 F ou plus, bien sûr. C'est à cette tâche exaltante que Guy Herbulot, évêque d'Evry, vous invite par courrier. Si vous n'avez pas reçu de lettre, ne désespérez pas ; de très mauvais catholiques l'ont déjà et votre tour viendra peut-être... Mais, l'Etat envisageant d'intervenir pour 5 millions de francs dans ce projet (au mépris de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905), n'hésitez pas à dire que vous avez déjà donné.

L' affaire rentable

Sur les 197 millions inscrits au bilan de 1988 de l'archevêché de Paris, seuls 21 sont mis à la disposition d'organisations charitables ou des paroisses dans le besoin. Où est le reste ? *Le Canard enchaîné*, toujours curieux, en a retrouvé la trace du côté des marchands du Temple : à la Bourse. Comme l'écrivait Pierre-Joseph Proudhon : « Quand on me parle de Dieu, c'est qu'on en veut à ma liberté ou à ma bourse ».

Nouvelle publication

Après la réédition de *La Peste religieuse* de Johann Most (texte interdit en RFA, au nom de la loi contre le blasphème), les éditions Partage noir publient aujourd'hui une brochure sur l'athéisme : *Stratégie de l'athéisme. Quelles luttes mener contre une Eglise qui se prépare à l'Europe de 1992 ?* Cette brochure tente de dégager quelques pistes (prix 10 F).

« Les Dossiers du Canard enchaîné »

Pour conclure ces chroniques anticléricales, voici le plat de résistance : *Les Dossiers du Canard enchaîné : Les Cathocrates*, 32 francs. En 100 pages, de la cathédrale d'Evry au groupe Ampère, en passant par l'enseignement, ce dossier fait le point sur l'état actuel de la « cathocratie ». Dossier indispensable à tout militant anticléricale.

OLT

LIEU DE RENCONTRES

La bibliothèque anarchiste de Paris

COMMENT et où se rencontrer ? Une question qui maintenant à Paris trouvera une réponse ! En effet, des groupes de la Fédération anarchiste de la région parisienne ont décidé d'unir leurs efforts pour tenir une permanence tous les samedis après-midi, dans le local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette et donnant sur la rue Lepic (M^e Blanche), dans le 18^e arrondissement.

Lire et découvrir la Fédération anarchiste

La volonté des militants de ces groupes est d'amener les sympathisants à discuter, comprendre nos idées et nos pratiques, chercher les moyens concrets de propager les idéaux anarchistes, s'inscrire dans une réalité à long terme. Mettre en place une société anarchiste ne peut pas se faire du jour au lendemain ! Ne faut-il pas comprendre également les idées qui la sous-tendent ? Quels problèmes allons-nous rencontrer aujourd'hui pour diffuser nos idées ? Quelles difficultés aurons-nous pour mettre en place cette société et la gérer ? Voilà autant de questions, autant de doutes à dépasser. Le 10, rue Robert-Planquette sera donc, chaque samedi, un lieu d'échanges et de débats. Ce sera aussi un lieu de lecture. Il sera possible de se documenter en empruntant des ouvrages de référence de théoriciens ou d'anarchistes faisant part de leurs expériences et de leurs critiques. Ces ouvrages qu'on ne peut pas forcément acheter pour plusieurs raisons, ce qui de ce fait empêche d'en savoir plus et mieux seront à votre libre et entière disposition.

La lecture ouvre d'autres perspectives. Elle sera le prétexte à d'autres

discussions. Ces lectures seront autant d'arguments à opposer aux adversaires de notre cause. Rencontrer des militants de la Fédération anarchiste, le samedi, c'est aussi mieux les connaître, mieux les comprendre et peut-être décider de s'associer à eux et adhérer. Ainsi, participer à la vie interne de notre organisation et participer aux débats internes.

Vous pourrez, lecteurs et lectrices de notre hebdomadaire, conforter vos idées, argumenter et donc mieux apprécier cet idéal anarchiste qui est loin d'être aussi simple qu'il ne paraît.

Patrice Schiller

SOMMAIRE

PAGE 1 : « Politis » : histoire d'une longue arnaque, Editorial.
PAGE 2 : « Les Enfants d'abord ou l'école buissonnière, Billet d'humeur à propos de la crise lycéenne.
PAGE 3 : Interview d'un lycéen, La manifestation du 24 octobre, Lycées fâchés et fâchés en colère, En bref.
PAGE 4 : L'Image de la femme dans l'extrême droite, Menace sur l'avortement : la coïncidence des « commandos ».
PAGE 5 : Non à la double peine, Nous anarchistes..., Il refuse l'armée..., « Politis » : histoire d'une longue arnaque (suite de la une).
PAGE 6 : La droite et les médias aux Etats-Unis, Les nouvelles d'Allemagne, La presse non anarchiste en Bulgarie défend l'anarchisme.
PAGE 7 : Notes de lecture, Interview de Léo Ferré, « Blues en liberté », sélection R-L.
PAGE 8 : Les dessins de la semaine, Anticléricalisme : Nom de Dieu !, La bibliothèque anarchiste de Paris, Infos FA.